



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2017 autorisant la société Envie 2E Occitanie à exploiter une installation de regroupement et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) suite au réexamen des meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets

N° 1 2 1

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 515-60 et R. 515-70 ;

Vu la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 autorisant la société Envie 2E Occitanie à exploiter une installation de regroupement et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne ;

Vu le dossier de réexamen déposé par la société Envie 2E Occitanie le 7 août 2019 en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 2 juillet 2018, en vue d'adapter les dispositions relatives à la capacité de stockage de composants contenant du mercure ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 7 août 2019, en vue d'adapter les dispositions relatives au séparateur à hydrocarbures ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 20 décembre 2019 relatif au stockage de DEEE sous chapiteau ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 10 juin 2021 relatif à la reconstruction du bâtiment des PAM complété le 22 avril 2022 et le 21 juillet 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 août 2022 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 29 septembre 2022 ;

Considérant que suite au réexamen des prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2017 susvisé, il y a lieu de les actualiser pour assurer, notamment, leur conformité aux articles R. 515-60, R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de notifier à l'exploitant les prescriptions des annexes de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé qui sont applicables aux installations susvisées ;

Considérant qu'au regard des nouvelles MTD et NEA-MTD relatives à la surveillance des rejets dans l'air et aux niveaux d'émission associés, il y a lieu de réviser les articles correspondant dans l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé ;

Considérant la nécessité d'effectuer une surveillance des sols tous les 10 ans sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente ;

Considérant que les autres modifications sollicitées relatives aux modalités de stockage en extérieur, à la reconstruction du bâtiment des PAM, aux dispositions relatives au séparateur à hydrocarbure, à la capacité de stockage de composants contenant du mercure ne sont pas susceptibles d'entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant ne sont pas à considérer comme substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par lettre du 3 octobre 2022 notifiée le 7 octobre 2022 ;

Considérant l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la société ENVIE 2E OCCITANIE, dont le siège social est situé à Portet-sur-Garonne, 19-21 avenue du Bois vert, autorisée à exploiter à cette même adresse une installation de regroupement et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Art. 2 – Les annexes de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé applicables aux installations susvisées sont les suivantes : 1, 2, 3.1 (sauf les paragraphes III et V), 3.2 (sauf le paragraphe II).

Art. 3 – Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par celles figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des prescriptions complétées ou modifiées Thème	Nature des modifications (modification, complément) Références correspondantes du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 22 mai 2017	Article 1 ^{er} Tableau de classement des activités	Modification Annexe I – Article 1er
	Article 5 Consistances des installations autorisées et horaires de fonctionnement	Modification Annexe I – Article 5
	Article 14 Cessation d'activité	Modification Annexe I – Article 14
	Article 9.3.5. Surveillance des sols	Ajout Annexe I – Article 9.3.5
	Article 2.2.2 Conduits et installations raccordées – Conditions générales de rejets	Modification Annexe I – Article 2.2.2
	Article 2.2.3 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Modification Annexe I – Article 2.2.3
	Article 3.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement	Modification Annexe I – Article 3.3.4.
	Article 9.2.3 Autosurveillance des rejets atmosphériques	Modification Annexe I – Article 9.2.3
	Article 9.2.4 Autosurveillance des rejets dans l'eau	Modification Annexe I – Article 9.2.4
	Article 6.6.2 Moyens d'intervention	Modification Annexe I – Article 6.6.2
	Article 6.2.1 Comportement au feu	Modification Annexe I – Article 6.2.1
	Article 6.2.5. Intervention des services de secours – voies d'accès	Modification Annexe I – Article 6.2.5
	Article 6.4.1. V Confinement de l'eau en cas de sinistre	Modification Annexe I – Article 6.4.1. V
	Article 6.5.8 Consignes d'exploitation	Complément Annexe I – Article 6.5.8
	Article 6.6.3 Moyens de lutte contre l'incendie	Modification Annexe I – Article 6.6.3
	Article 6.6.6 Système de détection incendie	Ajout Annexe I – Article 6.6.6
	TITRE 7 – Déchets reçus et traités sur le site	Modification Annexe I – Titre 7
	ANNEXE II – Plan du site	Modification ANNEXE II – Plan du site
	ANNEXE III – Organisation des stockages	Complément ANNEXE III – Plan de l'organisation des stockages

Art. 4. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 6. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 7. – Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Portet-sur-Garonne et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Portet-sur-Garonne pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Portet-sur-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ENVIE 2E OCCITANIE.

Fait à Toulouse, le 4 NOV. 2022

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

Annexes : - prescriptions techniques modifiées ou complétées
- plan du site (modification)
- plan de l'organisation des stockages (complément)

ANNEXE I
Prescriptions techniques modifiées ou complétées

Article 1er – La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (modification)

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral 22 mai 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Classement
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Deux cellules de réception des PAM : 430 t Une zone de réception des écrans au sol dans le bâtiment Est : 112 t Une zone de regroupement des écrans au sol dans le bâtiment central : 28 t Une zone extérieure de réception des écrans sous chapiteau : 49 t Capacité totale maximale de stockage de DEEE entiers : 619 tonnes	A
3510*	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : (...) — mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 (...)	Une ligne de démantèlement des petits appareils ménagers (PAM) d'une capacité de traitement maximale de 7 t/h et 98 t/j. Une ligne de démantèlement des écrans à tubes cathodiques d'une capacité de traitement maximale de 18 t/j. Une ligne de démantèlement des écrans plats d'une capacité de traitement maximale de 14 t/j.	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Capacité totale maximale de traitement de DEEE : 130 t/j	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2791. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.		A
2711	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être	DEEE entiers : 3 250 m ³ DEEE démantelés : 2 576 m ³	E

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Classement
	entrepasé étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Zone de stockage extérieure sous chapiteau : 280 m ³ Capacité maximale d'entrepasage : 6 106 m ³	
2792-1	Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm. La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est inférieure à 2 t.	Tri et regroupement de radiateurs à bains d'huile. Capacité d'entrepasage maximale : 150 radiateurs et condensateurs Quantité maximale de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente : (15 m ³ stockés dans des box étanche de 600L) soit 1,3 tonne	DC

A (autorisation) – E (enregistrement) – D (Déclaration) – DC (Déclaration avec Contrôle)

* rubrique principale IED

Le document BREF associé à la rubrique principale est WT (Traitement de déchets – août 2018). La parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique au journal officiel de l'Union Européenne déclenche le réexamen des conditions d'exploitation des installations du site dans le délai de 4 ans. En vue de ce réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Le site ENVIE 2E Occitanie est concerné par les rubriques de la nomenclature « eau » suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	IOTA concerné	Classement
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Présence d'un réseau de surveillance des eaux souterraines : 3 puits de contrôle (PZ4, PZ8 PZ13 et PZ-2-RB)	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	Surface active de 15 500 m ²	D

Rubrique	Libellé de la rubrique	IOTA concerné	Classement
	1° Supérieure ou égale à 20 ha AUTORISATION 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha DÉCLARATION		

D (Déclaration)

Article 5 – Consistances des installations autorisées et horaires de fonctionnement (modification)

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral 22 mai 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- a) Le bâtiment Ouest abrite la ligne de traitement des PAM et 3 cellules d'entreposage de DEEE ou fractions issus de DEEE.
Le bâtiment central est une zone de stockage des écrans à tube cathodique et écrans plats, des panneaux photovoltaïques et abrite 6 alvéoles issues : de fractions provenant du traitement des PAM/écrans/panneaux photovoltaïques.
Le bâtiment est une zone « écrans » pour le stockage des écrans à tubes cathodiques, des écrans plats et est également dédié au démantèlement des écrans à tubes cathodiques et des écrans plats.
Un chapiteau extérieur abrite une partie des écrans réceptionnés sur le site. Ce chapiteau est situé à plus de 10 m des bâtiments susvisés et des limites du site. La zone de 10 m autour de ce chapiteau ne peut être utilisée pour entreposer des déchets ou matières combustibles, ni stationner des véhicules.
- b) La réception des déchets sur le site s'effectue du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.
Les horaires de fonctionnement des installations sont les suivantes :
 - du lundi au vendredi de 06h00 à 00h00 pour les lignes de démantèlement des écrans ;
 - du lundi au vendredi de 6h00 à 21h45 pour la ligne de démantèlement des PAM et de tri des fractions plastiques ;

En cas de pic d'activité pour toutes les lignes de démantèlement :

 - Équipe de nuit supplémentaire (installations en fonctionnement en continu du lundi au vendredi) ;
 - le samedi de 7h00 à 14h30.
- c) Les installations sont équipées des appareils, machines et équipements notables suivants :
 - Ligne de démantèlement des PAM : deux broyeurs d'une puissance de 180 kW et 200 kW ;
 - Ligne de démantèlement des écrans plats : deux postes de retrait des tubes fluorescents placés sous hotte ;
 - Ligne de démantèlement des écrans à tubes cathodiques : 11 kW correspondant à la puissance du broyeur

L'établissement dispose des installations connexes notables suivantes :

- un pont-bascule ;
- une cuve GNR pour le fonctionnement de la chargeuse.

d) les zones extérieures pour :

- le stockage en bennes de fractions issues du démantèlement des DEEE ;
- la pesée des chargements (pont-bascule) ;
- la collecte et le traitement des eaux pluviales ;
- le stationnement et la circulation des véhicules.

e) Les DEEE réceptionnés sur le site et en attente de démantèlement sont entreposés dans les conditions suivantes :

Emplacement	Type de DEEE	Volume de stockage maximal et modalités de stockage	Hauteur maximale	N° Plan Annexe III	cf
Zone de regroupement des DEEE (bâtiment central)	Panneaux photovoltaïques	100 m³ stockés au sol	1.5 m	E1	
	Écran/PAM	200 m³ stockés en caisses de 1 m³	4 m	B	
Démantèlement des écrans (bât. Est)	Écrans cathodiques et écrans plats	800 m³ stockés en caisses de 1 m³, sur une surface de 33 m sur 6 m, sur 4 hauteurs maximum, 4 ^e hauteur en quinconce par rapport à la 3 ^e	4 m	B	
Chapiteau extérieur de 15 m sur 15 m	Écrans cathodiques et écrans plats	280 m³ en caisses de 1 m³ sur 2 hauteurs maximum.	2 m	B	
Cellules de réception des PAM (bât. Ouest)	PAM	Cellule 1 : 1 200 m³ en vrac	4 m	C1	
		Cellule 2 : 950 m³ en caisses de 1 m³	4 m	C2	
Capacité totale d'entreposage de DEEE en attente de démantèlement :					
3 530 m³					

Un repère visuel de la hauteur maximale de stockage (4 m) est mis en place le long des murs intérieurs des zones de réception.

La surface affectée au stockage des écrans située sous le bâtiment Est et central est matérialisée au sol.

Article 14 – Cessation d'activité (modification)

Les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage compatible avec

les occupations et utilisations du sol (usage) définies par le règlement du PLU de la commune de Portet-sur-Garonne.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte notamment une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base susvisé.

Article 9.3.5. – Surveillance des sols (ajout)

Un article 9.3.5. avec les prescriptions suivantes est ajouté à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 :

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, sur des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

Article 2.2.2. – Conduits et installations raccordées – Conditions générales de rejets (modification)

Les prescriptions de l'article 2.2.2. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les ouvrages de rejets des effluents atmosphériques respectent les caractéristiques définies ci-après:

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur	Vitesse minimale d'éjection	Autres caractéristiques
1	Crible, convoyeur de fines en sortie de	13 m	8 m/s	Ventilateur de 55 kW

	crible, 2 ^e broyeur et tambour magnétique de la ligne de traitement des PAM			Filtre à manche Cyclone de séparation
2	Chaîne de démantèlement des écrans (poste retrait lampes à mercure) : système d'aspiration AIROPTA	4,3 m	8 m/s	Cartouches filtrantes et charbons actifs
3	Chaîne démantèlement des écrans (poste retrait lampes à mercure) : système MH Aspiration	4,3 m	8 m/s	Cartouches filtrantes et charbons actifs

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 2.2.3. – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques (modification)

Les prescriptions de l'article 2.2.3. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

	Poussières totales	Hg et composés (particulaires et gazeux)
Conduits n°1	5 mg/Nm ³	-
Conduits n°2 et n°3	-	5 µg/Nm ³

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et d'au moins une demi-heure. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

La fréquence des contrôles à réaliser au niveau des conduits de rejets est définie au titre 9 du présent arrêté.

Article 9.2.3. – Autosurveillance des rejets atmosphériques (modification)

Les prescriptions de l'article 9.2.3. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les mesures portent sur les rejets des conduits n°1, 2 et 3 mentionnés à l'article 2.2.2. et selon les fréquences suivantes :

	Fréquence des analyses	
	Conduit n°1	Conduits n°2 et n°3
Mercure et composés	-	Trimestrielle
Poussières totales	Semestrielle	-

COVT	Semestrielle	-
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V)	Annuelle	-
Retardateurs de flamme bromés	Annuelle	-
PCB de type dioxine	Annuelle	-
PCDD/F	Annuelle	-

Les prélèvements et les analyses sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de l'environnement.

Article 3.3.4. – Entretien et conduite des installations de traitement (modification)

Les prescriptions de l'article 3.3.4. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des systèmes de traitement (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures...), l'attestation de conformité à la norme en vigueur, s'il y a lieu, ainsi que les bordereaux de suivi du traitement des déchets (boues...) détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.4. – Autosurveillance des rejets dans l'eau (modification)

Les prescriptions de l'article 9.2.4. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les mesures portant sur les rejets n°1 et 2 mentionnés à l'article 3.3.5 sont réalisées à minimum une fois par an. Les prélèvements et les analyses sont réalisés par un organisme compétent accrédité par le COFRAC.

Article 6.6.2. – Moyens d'intervention (modification)

Les prescriptions de l'article 6.6.2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en permanence.

L'exploitant définit les conditions de maintenance et d'essais périodiques de ces matériels. Une vérification a minima annuelle est réalisée.

Les dates et les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention déployés sur le site. Les services d'incendie et de secours doivent disposer d'un plan du site à jour, représentant l'ensemble des différentes zones ainsi que les entrées et les moyens de secours présents sur l'établissement.

L'exploitant procède à un exercice incendie dans les 6 mois suivants la mise en service du bâtiment des PAM avec déploiement des matériels et leur mise en eau.

Article 6.2.5. – Intervention des services de secours – voies d'accès (modification)

Les prescriptions de l'article 6.2.5 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Une « voie-engin » (voie accessible aux engins de secours) est aménagée autour des bâtiments, sur le périmètre.

Cette voie respecte les caractéristiques suivantes :

- largeur minimale = 3 m,
- force portante suffisante pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3.60 m au minimum,
- résistance au poinçonnement de 80 N/cm² sur une surface maximale de 0,20 m²
- rayon intérieur > 11 m, surlargeur = 15 /R pour un rayon intérieur inférieur à 50 m,
- hauteur libre = 3,50 m,
- pente inférieure à 15 %.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 6.2.1. – Comportement au feu (modification)

Les prescriptions de l'article 6.2.1. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les locaux à risque incendie de l'établissement présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- Ensemble des bâtiments :
 - l'ensemble de la structure est R15 ;
 - les matériaux sont de classe A2s1d0 ;
 - les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3) ;
- Bâtiment Ouest affecté à la ligne de traitement des PAM :
 - Les murs séparatifs entre les 4 cellules (3 cellules de stockages et 1 cellule activité accueillant la chaîne) sont coupe-feu REI 120 sur une hauteur minimale de 6,5 m ;

- Les 3 cellules de stockage sont couvertes par une dalle béton équipée de conduits raccordés au dispositif de désenfumage prescrit à l'article 6.2.2. ;
- Le mur séparatif avec le bâtiment central est coupe-feu REI 120 sur une hauteur minimale de 8,8 m ;
- Les portes entre les cellules du bâtiment PAM mais aussi entre le bâtiment PAM et le bâtiment central sont EI 120 ;
- Bâtiment central affecté au stockage des écrans et panneaux, ainsi que des fractions de DEEE et fractions plastiques :
 - Le mur extérieur en façade Sud est REI 120 sur une hauteur minimale de 5 m ;
 - Le mur séparatif avec les locaux administratifs en façade Nord est REI 120 sur une hauteur minimale de 6 m ;
 - Les parois séparatives entre les 6 alvéoles de stockage sont coupe-feu REI 120 de hauteur minimale 5,8 m ;
 - Le mur séparatif avec le bâtiment Est « écrans » est REI 120 sur 5 m de hauteur au minimum et les portes sont EI 120 ;
- Bâtiment est affecté au démantèlement des écrans :
 - Les murs extérieurs sont délimités par des structures coupe-feu REI 120 de hauteur minimale 4 m sur les faces Est et Sud ;
- Chapiteau extérieur de DEEE non démantelés :
 - de classe de réaction au feu Bs2d0 (M2) (tissu polyester enduit sur les deux faces de PVC ignifugés).

Les structures coupe-feu REI 120 du bâtiment d'exploitation sont repérées sur le plan de l'établissement figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, etc) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de comportement au feu sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.1. V. – Confinement de l'eau en cas de sinistre (modification)

Les prescriptions de l'article 6.4.1. V. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le dispositif de confinement est constitué d'une cuve enterrée sous le bâtiment ouest de 440 m³ complétée d'une cuve enterrée de 100 m³ située en bordure nord du site.

Le volume disponible pour le confinement sur le site des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie, y compris les eaux d'extinction, est au minimum de 540 m³.

Les matières canalisées sont collectées et convergent vers ces capacités spécifiques de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Article 6.5.8. – Consignes d'exploitation (complément)

Les prescriptions de l'article 6.5.8. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont complétées avec les prescriptions suivantes :

À chaque arrêt des installations, celles-ci sont nettoyées des déchets répandus dans les bâtiments et les fractions de déchets issus des DEEE sont regroupées à leurs emplacements dédiés.

Article 6.6.3. – Moyens de lutte contre l'incendie (modification)

Les prescriptions de l'article 6.6.3. V. de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation ;
- un réseau de RIA (robinet incendie armé) à proximité des zones de stockage de DEEE ou des extincteurs mobiles de 50 litres en nombre suffisant répartis sur l'ensemble des zones du bâtiment d'exploitation et à proximité du chapiteau extérieur ;
- 4 postes incendie additivés (bas foisonnant, pivotant) : deux PIA installés dans le bâtiment central, un accès sud et un au nord, le long de la cloison entre bâtiment central et administratif ; ainsi que deux PIA installés dans le bâtiment ouest sur les piliers entre les 3 alvéoles du PAM ;
- Les 2 alvéoles de stockages de plastiques en sortie de la chaîne de traitement de PAM sont équipés d'un système d'extinction automatique par mousse (bas foisonnement) asservi à la détection flamme. Une commande manuelle d'extinction est également présente au niveau du local technique du système d'extinction (à l'arrière des alvéoles du bâtiment central) ;
Ces systèmes d'extinction sont alimentés par une réserve d'eau incendie de 221 m³ placée le long de la façade sud du bâtiment central ;
- d'un container métallique, d'au moins 2 m³, disponible à proximité de la zone de stockage des piles et batteries afin de permettre une immersion des batteries en surchauffe ou en feu ;
- de deux points d'eau incendie situés à l'extérieur du site :
 - PI n°85 (environ 100 m de la porte d'accès au bâtiment PAM),
 - et PI n°86 (environ 50 m de la porte d'accès au bâtiment Écrans).

L'exploitant doit être en mesure de justifier à tout moment de la disponibilité effective des volumes d'eau et/ou de fournir un débit global simultané adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 180 m³/h durant deux heures soit un volume de 360 m³.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Article 6.6.6. – Système de détection incendie (Ajout)

Un article 6.6.6. avec les prescriptions suivantes est ajouté à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 :

Les 3 bâtiments, est, ouest et central, sont équipés d'un dispositif de détection automatique d'incendie reportée 24 h/24 7 j/7 en télésurveillance, conforme aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Le registre de sécurité mentionne les personnes formées à l'utilisation de la centrale de détection incendie.

Les comptes-rendus des opérations d'entretien et des tests sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont vérifiées périodiquement et a minima annuellement.

TITRE 7 – DÉCHETS REÇUS ET TRAITÉS SUR LE SITE

Les articles du titre 7 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 sont remplacés par les articles suivants :

CHAPITRE 7.1. – ADMISSION DES DEEE

Article 7.1.1. – Déchets pouvant être admis dans l'établissement (modification)

Sont autorisés dans l'établissement les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) qui appartiennent aux catégories suivantes mentionnées au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement :

- Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm² ;
- Petits équipements ;
- Petits équipements informatiques et de télécommunications ;
- Panneaux photovoltaïques.

Article 7.1.2. – Procédure d'acceptation préalable des déchets (modification)

Préalablement à toute réception de déchets sur le centre, ceux-ci doivent être soumis à une procédure d'acceptation qui permet de garantir que seuls les déchets admissibles conformes à l'article 7.1.1. ci-dessus, sont réceptionnés dans des conditions compatibles avec les capacités de stockage et de traitement réglementées par le présent arrêté.

L'exploitant fixe les critères d'admission dans son installation des déchets et les consigne dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Pour vérifier l'admissibilité d'un déchet dans l'installation, l'exploitant demande au producteur du déchet ou au détenteur une fiche d'identification du déchet qui contient à minima les éléments suivants :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux ;
- apparence physique du déchet ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre.

Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. En particulier, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité prévues par le code du travail pour, au minimum, les substances réputées contenues dans les équipements électriques et électroniques.

La procédure d'acceptation des déchets est mise en œuvre par du personnel du site compétent, formé et nommément désigné.

Article 71.3. – Admission des déchets (modification)

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une acceptation préalable en conformité avec l'article 71.2. ci-dessus, en cours de validité ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu du registre déchets ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site (le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception).

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

CHAPITRE 7.2. – ENTREPOSAGE DES DEEE ET DE LEURS COMPOSANTS

Article 7.2.1. – Entreposage des DEEE et de leurs composants (modification)

L'exploitant tient à jour un état, à minima journalier, indiquant la nature et les quantités présentes au sein des installations des DEEE et des déchets et composants issus du démantèlement, du traitement des DEEE et des zones de tri/transit/regroupement des panneaux photovoltaïques. Cet état est annexé un plan général des zones d'entreposage et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les fractions suivantes de DEEE démantelés sont entreposées dans les conditions suivantes :

Emplacement	Nature des déchets	Modalités de stockage	Hauteur maximale	N° plan Annexe III
Bâtiment est (démantèlement des écrans)	Rétroprojecteur	25 m ³	1 m	D
	- câbles d'alimentation, - câbles démagnétisation, - déviateurs - cartes riches et pauvres	250 m ³ en big-bags sur une zone matérialisée au sol	1,5 m	I1
	- aluminium	1 benne de 32 m ³ 1 benne de 40 m ³ (panneaux)	2 m 2 m	I2 E3
	Fractions issues des écrans plats : - dalle plasma 30 m ³ sur palette - dalle LCD 40 m ³ sur palette - plastiques (PPMA, ABS, PS, autres...)	130 m ³ sur palettes	4 m	I3
	Tubes cathodiques nus	208 m ³ en caisses	2 m	1
	Cartes électroniques	1 benne de 32 m ³	-	R1
Bâtiment central	Fractions sortantes des écrans (à tubes cathodiques et écrans plats)	250 m ³ en big-bags	1,5 m	I1
	Plastiques susceptibles de contenir des retardateurs de flammes issus du traitement des écrans	244 m ³ en vrac en alvéoles dédiées	4 m	P1
	Plastiques susceptibles de contenir des retardateurs de flammes issus du traitement des PAM	976 m ³ en vrac en alvéoles dédiées		Q1
	Panneaux photovoltaïques	dalle de 60 m ³ en palettes	1.5 m	E2
3 ^e cellule du bâtiment ouest	Cartes électroniques et câbles d'alimentation issus des PAM	62 m ³ en big-bags	1,5 m	R2 R3
Entrée du bâtiment ouest (démantèlement des PAM)	Indésirables issus du PAM (essence/gasoil, aérosols, bouteilles de gaz, extincteurs, DFCI, etc.)	2 fûts de 200 L (essences, huile alimentaire, huiles noires, aérosols, bouteilles de gaz et extincteurs...)	-	3
	Huiles non susceptibles de contenir du PCB vidangées des radiateurs à bain d'huile	2 GRV de 1 m 3 d'huiles issues de la purge des radiateurs bain d'huile avec poubelle barrée	-	

En extérieur	Condensateurs issus des écrans et condensateurs contenant potentiellement des PCB issus des PAM	En box étanches 600 L	4 m	2
	Radiateurs à bains d'huiles susceptibles de contenir des PCB	6 m ³ box étanches 600 L	4 m	4
	Piles et batteries en mélange	En fûts de 200 L	-	2
	Lampes à décharge issues du PAM	3 m ³ en caisses		5
	Lampes à mercure issues des écrans plats	2 m ³ en caisses		5
	Cartouches de toners et imprimantes issus des PAM	3 m ³ en palettes		5
En extérieur	Ferrailles issues des écrans	2 bennes de 32 m ³	-	L
	Ferrailles issues des PAM	190 m ³ en vrac	2 m	M
	Aluminium issus des écrans et des PAM et câbles d'alimentation	2 bennes de 20 m ³ et 75 m ³ en big-bags	-	K2 K3
	Moteurs issus des PAM	30 m ³ en vrac	1,5 m	K1
	DIB issus des écrans et des PAM	3 bennes de 30 m ³		N O
	Aluminium	1 benne de 32 m ³		I2

Un repère visuel de la hauteur maximale de stockage (4 m) est mis en place le long des murs intérieurs des 5 alvéoles de stockage des fractions plastiques. Les stockages extérieurs sont couverts afin d'éviter le ruissellement des eaux pluviales sur les déchets.

Article 7.2.2. DEEE susceptibles de contenir des polychlorobiphényles (PCB) (modification)

I. Les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et les autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés et entreposés dans des bacs résistants, étanches spécialement affectés et identifiés.

Les déchets susceptibles de contenir des PCB sont stockés dans des lieux couverts.

Les conditions d'entreposage de ces déchets garantissent :

- l'absence totale de pollution par lessivage, accident ou toute autre cause que ce soit ;
- l'absence de matière inflammable et de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie à proximité de ces déchets ;
- que des moyens appropriés de prévention et de protection incendie sont présents au sein de la zone d'entreposage.

II. Les bacs d'entreposage portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de dangers appropriés, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.

III. Il est interdit de mélanger des déchets susceptibles de contenir des PCB à d'autres déchets. L'élimination des déchets susceptibles de contenir des PCB est réalisée dans des

installations de traitement ou de décontamination dûment autorisées au titre des installations classées.

IV. La durée de stockage des déchets susceptibles de contenir des PCB est réduite au minimum, sans excéder 90 jours. La quantité maximale présente sur le site de déchets susceptibles de contenir des PCB est inférieure à 4 tonnes et telle que la quantité maximale de fluide contenant des PCB est inférieure à 1,3 tonne.

V. En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie) concernant un déchet susceptible de contenir des PCB, l'exploitant informe, sans délai, l'inspection des installations classées et indique les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

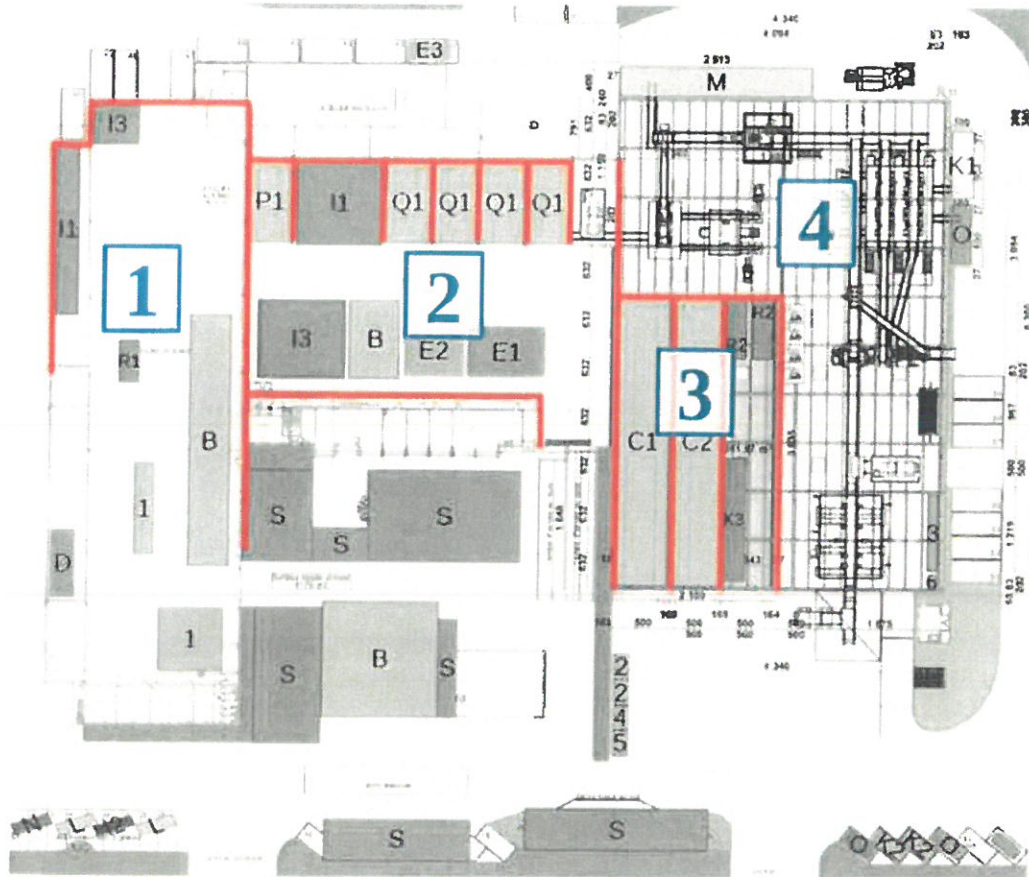
14 NOV. 2022

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

ANNEXE II Plan du site (modification)

Le plan du site annexé à l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 est remplacé par le plan suivant :



- 1 – Bâtiment est « écrans »
- 2 – Bâtiment central « tri et stockage de DEEE »
- 3 – Cellules de réception des PAM et de regroupement des fractions sortantes
- 4 – Bâtiment ouest « ligne PAM »

4 NOV. 2022

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général

**Annexe III
Plan de l'organisation des stockages (complément)**

Serge JACOB

[illegible]

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

